

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**

F. 97 — 905

[C - 97/27236]

**24 AVRIL 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs publics subordonnés pour des travaux d'amélioration de la voirie agricole**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) du statut de service à gestion séparée;

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, notamment les articles 2, 2<sup>e</sup>, c, et 9 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de wateringues;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 portant création d'une Division dénommée Office wallon de Développement rural au sein du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement; Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'avis du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- « Ministre » : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Agriculture dans ses attributions;
- « Allocataire » : le pouvoir public subordonné bénéficiaire de la subvention et maître de l'ouvrage;
- « Le service d'accompagnement » : l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.).

Il assiste les allocataires en vue d'établir les documents nécessaires au suivi administratif et budgétaire des dossiers. Il est chargé de remettre l'avis circonstancié au Ministre.

— « Voirie agricole » : les chemins vicinaux (ordinaires) situés sur le domaine public et desservant essentiellement les terres soumises à l'exploitation agricole, forestière ou horticole ainsi que les fermes isolées. Ils sont utilisés principalement par le charroi d'exploitation.

— « Amélioration de voirie agricole » : les travaux d'amélioration s'effectuent conformément au Cahier des Charges-type 300, deuxième édition de 1994 de la Région wallonne ainsi que de ses modifications ultérieures. Ces améliorations ne peuvent toutefois se réaliser sur des voiries qui ont fait l'objet de versements de subsides de la Région depuis moins de quinze ans ou qui sont incluses dans un bloc de remembrement défini par arrêté ministériel, ou dont l'acte complémentaire de remembrement n'a pas été signé.

Ces travaux peuvent comprendre une ou plusieurs des opérations suivantes :

- les travaux de terrassement, y compris l'aménagement du fond du coffre avec éventuellement la pose d'un géotextile ou la stabilisation du sol au ciment et/ou à la chaux;
- le nettoyage et le reprofilage de la chaussée existante;
- le retraitement de la fondation existante;
- la fourniture et la mise en œuvre d'empierrements de fondation au maximum sur une largeur de 4,60 mètres et sur une épaisseur de 0,5 mètre;
- la pose d'une couche de revêtement;
- le remplacement de dalles en béton détériorées;
- les travaux d'installation d'un dispositif d'évacuation des eaux de surface et de drainage;
- les raccordements avec d'autres chemins publics et accès aux parcelles;
- la construction d'accotements en terre, de surlargeurs de croisement de véhicules, d'aires de stockage et de rampes d'accès nécessaires à l'enlèvement des productions agricoles, horticoles ou forestières;
- les travaux de plantation des talus, accotements et excédents d'emprises qui seront réalisés dans le respect, en matière de recul, des droits et des usages locaux;
- les essais nécessaires à l'exécution des travaux;
- l'acquisition de biens immobiliers non bâties nécessaires à la bonne exécution des travaux précités.

**Art. 2.** Les projets introduits pour l'obtention de subventions doivent comprendre les documents suivants :

- la copie certifiée conforme de la délibération par laquelle l'allocataire approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et sollicite les subventions;
- le cahier spécial des charges des travaux, les métrés descriptif et récapitulatif, le modèle de soumission et les plans d'exécution;
- le devis estimatif des travaux comprenant, le cas échéant, le coût des essais préalables;
- une note explicative du mode de détermination des prix unitaires;
- l'attestation de l'allocataire certifiant qu'aucun subventionnement n'a été octroyé depuis moins de quinze ans pour l'aménagement desdits chemins;
- l'attestation de l'allocataire établissant qu'il dispose de tous les terrains nécessaires à la réalisation des travaux;
- en cas d'acquisition de biens immobiliers non bâtis, un dossier d'entreprises avec une estimation de leur valeur établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles.

**Art. 3.** L'allocataire établit le projet d'amélioration de la voirie agricole et le transmet au service d'accompagnement qui le soumet à l'approbation du Ministre.

**Art. 4.** La notification à l'allocataire par le Ministre de l'approbation du projet et des taux de subvention vaut promesse de principe d'octroi de subvention.

**Art. 5.** Dans les trois mois à dater de la notification de la promesse de principe visée à l'article 4, l'allocataire procède à l'ouverture des soumissions. Il transmet ensuite au Ministre, via le service d'accompagnement, le dossier complet relatif à l'attribution du marché. La promesse de principe devient caduque à l'expiration de ce délai.

**Art. 6.** Le Ministre prend un arrêté ministériel octroyant les subsides et fait procéder à l'engagement budgétaire de la dépense.

Le montant de la subvention est notifié à l'allocataire, sur base de la soumission approuvée.

Pour le calcul de la subvention, le montant à prendre en considération est celui du coût des travaux subsidiables, T.V.A comprise, déterminé par l'adjudication et majoré forfaitairement de 5 % pour frais d'étude, d'essais géotechniques préalables, de contrôle des matériaux, et, en cas d'acquisition d'immeubles non bâtis, du montant de l'estimation établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles ou le Receveur de l'Enregistrement.

Les autres frais généraux exposés par l'allocataire ne sont pas subventionnés.

**Art. 7.** Dans les limites des crédits budgétaires, le taux de subside prévu à l'article 2, 2<sup>e</sup> de l'arrêté du Régent est porté à 60 % du montant établi à l'article 6.

En cas de travaux de plantations, le Ministre peut accorder une majoration de l'aide sur l'ensemble des travaux pris en considération.

Le maximum de majoration de 20 % du taux de subside ne sera obtenu qu'à la condition que le chemin soit bordé de plantations de chaque côté et sur toute sa longueur.

Ces plantations seront composées d'espèces reprises dans le « Fichier écologique des essences » édité par la Région wallonne ou dans le tableau repris à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 1995. Elles seront aménagées sous forme soit de haies linéaires à tailler ou non, de densité adaptée en fonction de l'espèce, soit de hautes tiges linéaires avec un écartement de 10 mètres au maximum.

**Art. 8.** En tout état de cause, la subvention régionale ne peut excéder 80 % du coût total des travaux. Toute intervention autre que celle de l'allocataire est déduite du montant global de la dépense à subventionner.

**Art. 9.** Le dossier complet relatif à l'attribution du marché comprend une copie certifiée conforme des documents suivants :

- la délibération par laquelle l'allocataire arrête la date d'ouverture des soumissions et le cas échéant, la liste des entreprises à consulter;
- le procès-verbal de l'ouverture des soumissions;
- le rapport d'adjudication du marché;
- la soumission déposée par l'adjudicataire désigné par l'allocataire;
- le tableau comparatif des prix unitaires des soumissions déposées;
- la délibération par laquelle l'allocataire motive la désignation de l'adjudicataire.

**Art. 10.** Le Ministre peut faire procéder au contrôle de l'emploi des subventions attribuées.

**Art. 11. § 1er.** Le montant définitif de la subvention sera calculé sur base du montant effectif des travaux subventionnés figurant au décompte final, en ce compris les frais tels que précisés à l'article 6 et limités à 5 % du montant global des travaux. Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés est inférieur à celui retenu initialement pour le calcul de la subvention, le montant de celle-ci est revu sur la base de la dépense réelle relative auxdits travaux.

**§ 2.** Le Ministre peut étendre l'octroi des subventions aux travaux d'extension d'entreprises qui étaient imprévisibles au moment de l'élaboration du projet initial et qui se sont avérés nécessaires pour la bonne exécution de celui-ci.

Dans ce dernier cas, la subvention supplémentaire ne pourra excéder 10 % de la subvention initiale.

**Art. 12.** Dans le cas d'acquisition d'immeubles non bâtis, le montant définitif de la subvention est arrêté sur la base de l'acte d'acquisition du bien dont une copie conforme est transmise au service d'accompagnement.

**Art. 13. § 1er.** Au prorata des travaux effectivement exécutés, le Ministre peut opérer la liquidation d'acomptes sur les subsides octroyés.

**§ 2.** La subvention est liquidée sur présentation d'une déclaration de créance de l'allocataire appuyée par un état d'avancement des travaux.

**Art. 14.** L'arrêté du 13 juillet 1989 de l'Exécutif régional wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs publics subordonnés pour des travaux d'amélioration de voirie agricole est abrogé.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 16.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
**R. COLLIGNON**

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
**G. LUTGEN**

### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 905

[C — 97/27236]

#### 24. APRIL 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Subventionen an die untergeordneten öffentlichen Behörden zwecks Durchführung von Verbesserungsarbeiten an den Feldwegen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.)" (Wallonisches Amt für ländliche Entwicklung);

Aufgrund des Regentenerlasses vom 2. Juli 1949, insbesondere der Artikel 2, 2° c und 9 über die Beteiligung des Staates bei der Bezuschussung für die Ausführung von Arbeiten, durch die Provinzen, Gemeinden, Gemeindeverbände, öffentlichen Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken und Polder- und Moorentwässerungsverbände;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Schaffung einer "Office wallon de Développement rural" genannten Abteilung innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1996 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund des Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Artikels gelten folgende Definitionen :

— "Minister": der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

— "Subventionsempfänger": die untergeordnete öffentliche Behörde, die eine Subvention empfängt und als Bauherr auftritt.

— "Der Begleitdienst": das "Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.)".

Er steht den Subventionsempfängern bei, um die zur verwaltungs- und haushaltstechnischen Bearbeitung der Akten notwendigen Schriftstücke auszufertigen. Er hat die Aufgabe, dem Minister einen ausführlichen Bericht zu unterbreiten.

— "Feldweg": die (gewöhnlichen) Gemeindewege, die sich auf öffentlichem Gebiet befinden und die hauptsächlich landwirtschaftlich, forstwirtschaftlich oder gartenbaulich genutzte Ländereien sowie abgelegene Bauernhöfe verbinden. Sie werden hauptsächlich zum betrieblichen Verkehr benutzt.

— "Verbesserung der Feldwege":

Die Verbesserungsarbeiten werden gemäß dem Musterlastenheft 300, zweite Ausgabe 1994 der Wallonischen Region sowie gemäß dessen späteren Abänderungen durchgeführt. Diese Verbesserungen dürfen jedoch nicht jene sich in einem durch Ministerialerlaß festgelegten Flurbereinigungsblock befinden oder deren zusätzlicher Flurbereichsbeschuß noch nicht unterzeichnet wurde.

Diese Arbeiten können eine oder mehrere der nachstehend angeführten Operationen umfassen:

— die Erdarbeiten, einschließlich des Ausbaus der Sohle der Auskofferung ggf. mit dem Verlegen einer Geotextilmatte oder die Stabilisierung des Bodens mit Zement und/oder Kalk;

— die Reinigung und die Wiederherstellung des Profils der bestehenden Fahrbahn;

— die Neubehandlung des bestehenden Fundaments;

— die Lieferung und der Einsatz einer Steingrundlage des Fundaments auf einer Breite von höchstens 4,60 Metern und einer Tiefe von höchstens 0,50 Metern;

— das Verlegen einer Straßendecke;

— das Ersetzen beschädigter Betonplatten;

- die Arbeiten zum Anlegen einer Ableitungs- und Entwässerungsvorrichtung für die Oberflächengewässer;
- die Anschlüsse an andere öffentliche Wege und der Zugang zu den Parzellen;
- das Anlegen von unbefestigter Seitenstreifen, von Überbreiten, um das Kreuzen von zwei Fahrzeugen zuzulassen, von Lagerplätzen und Anschlußrampen, um das Verladen von landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder forstwirtschaftlichen Erzeugnissen zu ermöglichen;
- die Arbeiten zur Bepflanzung der Böschungen, Seitenstreifen und Überschüsse an Straßengrund, welche unter Beachtung der Abstände und der vor Ort geltenden Bestimmungen und Gebräuche durchgeführt werden;
- die zur Durchführung der Arbeiten notwendigen Versuche;
- der Erwerb nicht bebauter unbeweglicher Güter, die für eine reibungslose Durchführung der vorerwähnten Arbeiten notwendig sind;

**Art. 2 -** Die zwecks Erhalt der Subventionen eingereichten Projekte müssen folgende Dokumente umfassen:

- die beglaubigte Abschrift des Beschlusses, durch den der Subventionsempfänger das Projekt genehmigt, die Art der Auftragsvergabe wählt, dessen Bedingungen festlegt und die Subvention beantragt;
- das Sonderlastenheft der Arbeiten, die beschreibenden und zusammenfassenden Aufmaße, das Modell der Submission und die Ausführungspläne;
- der Kostenvoranschlag der Arbeiten, ggf. einschließlich der Kosten der im Vorfeld durchgeföhrten Versuche;
- ein Erklärungsschreiben über die Art der Festsetzung der Einheitspreise;
- die Erklärung des Subventionsempfängers, durch die er bescheinigt, daß innerhalb der letzten fünfzehn Jahre keinerlei Subvention für Arbeiten an den genannten Wegen gewährt wurde;
- die Bescheinigung des Subventionsempfängers, aus der hervorgeht, daß er über alle für die Ausführung der Arbeiten notwendigen Grundstücke verfügt;
- im Falle eines Erwerbs nicht bebauter unbeweglicher Güter, eine Landentnahmekarte, einschließlich einer durch den Immobilienwerberausschuß aufgestellten Schätzung ihres Werts;

**Art. 3 -** Der Subventionsempfänger erarbeitet das Projekt zur Verbesserung der Feldwege und übermittelt es dem Begleitdienst, der es wiederum dem Minister zur Genehmigung unterbreitet.

**Art. 4 -** Eine Benachrichtigung des Subventionsempfängers durch den Minister über die Genehmigung seines Projekts und die Subventionssätze gilt als prinzipielle Subventionszusage.

**Art. 5 -** Innerhalb von drei Monaten ab der Zustellung der in Artikel 4 angeführten prinzipiellen Subventionszusage eröffnet der Subventionsempfänger die Submissionen. Er übermittelt anschließend dem Minister, über den Begleitdienst, die vollständige Akte über die Auftragsvergabe. Die prinzipielle Zusage wird nach Ablauf dieser Frist unwirksam.

**Art. 6 -** Der Minister trifft einen Ministerialerlaß zur Gewährung von Subventionen und veranlaßt die haushaltstechnische Verbuchung der Ausgabe.

Der Betrag der Subvention wird dem Subventionsempfänger mitgeteilt, auf der Grundlage der genehmigten Submission. Der für die Berechnung der Subvention berücksichtigte Betrag ist der Betrag der Kosten der bezuschußbaren Arbeiten, einschl. MWSt., der durch die Auftragsvergabe festgesetzt wird, erhöht um einen Pauschalbetrag von 5 % zur Deckung der Kosten für Studien, vorab durchgeföhrte geotechnische Versuche, Materialprüfungen und im Fall des Erwerbs von unbebauten unbeweglichen Gütern, der Betrag des durch den Immobilienwerberausschusses oder den Einnehmer der Registrierung aufgestellten Schätzungsberichts.

Andere allgemeine Kosten, die zu Lasten des Subventionsempfängers entstehen, werden nicht subventioniert.

**Art. 7 -** Im Rahmen der Haushaltsmittel beträgt der in Artikel 2, 2° des Regentenerlasses vorgesehene Subventionssatz 60 % des in Artikel 6 bestimmten Betrags.

Bei Bepflanzungsarbeiten kann der Minister eine Erhöhung der Beihilfe für die gesamten berücksichtigten Arbeiten gewähren.

Die maximale Erhöhung des Subventionssatzes um 20 % wird nur dann gewährt, wenn der Weg auf jeder Seite und auf seiner gesamten Länge mit Bepflanzungen gesäumt ist.

Diese Bepflanzungen müssen aus Arten bestehen, die im von der Wallonischen Region herausgegebenen "Fichier écologique des essences" (Ökologische Datei der Arten) oder in der in Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 1995 angeführten Tabelle aufgelistet sind. Sie werden entweder in der Form von geradlinigen Hecken angelegt, die zu scheren sind oder nicht und deren Dichte je nach Art angepaßt ist, oder aber in der Form von geradlinigen hochstämmigen Gewächsen, mit einem Höchstabstand von 10 Metern.

**Art. 8 -** Die Subvention der Region darf keinesfalls 80 % der Gesamtkosten der Arbeiten übersteigen. Jegliche Beteiligung, die nicht vom Subventionsempfänger ausgeht, wird von dem Gesamtbetrag der zu bezuschussenden Ausgabe abgezogen.

**Art. 9 -** Die vollständige Akte der Vertragsvergabe umfaßt eine beglaubigte Abschrift der nachstehend angeführten Dokumente :

- der Beschuß, durch den der Subventionsempfänger den Tag der Submissionseröffnung und ggf. die Liste der zu kontaktierenden Unternehmen festlegt;
- das Protokoll der Eröffnung der Submissionen;
- der Bericht der Vertragsvergabe;
- die durch den Vertragsnehmer, den der Subventionsempfänger bezeichnet hat, hinterlegte Submission;
- die Vergleichstabelle der Einheitspreise der hinterlegten Submissionen;
- der Beschuß, durch den der Subventionsempfänger die Bezeichnung des Vertragsnehmers begründet.

**Art. 10 -** Der Minister ist berechtigt, die Verwendung der gewährten Subventionen überprüfen zu lassen.

**Art. 11 - § 1.** Der endgültige Subventionsbetrag wird auf der Grundlage des tatsächlichen Betrags der in der Endabrechnung angeführten subventionierten Arbeiten berechnet, einschließlich der in Artikel 6 erläuterten und auf 5 % des Gesamtbetrags der Arbeiten begrenzten Kosten. Ist der in der Endabrechnung der subventionierten Arbeiten angeführte Betrag niedriger als jener, der eingangs für die Berechnung der Subvention in Betracht gezogen worden war, wird der Betrag dieser Subvention auf der Grundlage der tatsächlichen Ausgabe für die genannten Arbeiten neu festgesetzt.

**§ 2.** Der Minister ist berechtigt, die Gewährung der Subventionen auf die Erweiterung der Arbeiten auszudehnen, die zum Zeitpunkt des ursprünglich hinterlegten Projekts nicht vorhersehbar waren und die sich für die reibungslose Durchführung dieses Projekts als notwendig erwiesen haben.

In diesem letzten Fall darf die zusätzliche Subvention die ursprünglich festgesetzte Subvention jedoch nicht um mehr als 10 % übersteigen.

**Art. 12 -** Im Falle eines Erwerbs nicht bebauter unbeweglicher Güter, wird der endgültige Betrag der Subvention auf der Grundlage der Erwerbsurkunde des Gutes berechnet, wovon eine beglaubigte Abschrift an den Begleitdienst übermittelt wird.

**Art. 13 - § 1.** Der Minister ist berechtigt, im Verhältnis zu den tatsächlich ausgeführten Arbeiten die Auszahlung von Vorschüssen auf die gewährten Subventionen zu veranlassen.

**§ 2.** Die Subvention wird auf Vorlage einer Schulderklärung des Subventionsempfängers, die er durch eine Erklärung des Stands der Arbeiten begründet, ausgezahlt.

**Art. 14 -** Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juli 1989 über die Gewährung von Subventionen an die nachgeordneten Behörden zwecks Durchführung von Verbesserungsarbeiten an den Feldwegen wird aufgehoben.

**Art. 15 -** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 16 -** Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
**R. COLLIGNON**

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
**G. LUTGEN**

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 905

[C - 97/27236]

#### 24 APRIL 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van verbeteringswerken aan landbouwwegen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling);

Gelet op het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken, en verenigingen van polders of van wateringen, inzonderheid op de artikelen 2, 2°, c, en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot oprichting van een afdeling genaamd "Office wallon de Développement rural" bij het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1996 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot regeling van haar werking;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989 inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— "Minister" : de Minister van Landbouw.

— "Subsidietrekker" : het ondergeschikte openbare bestuur dat als bouwheer de subsidie ontvangt.

— "Begeleidingsdienst" : de "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.). Hij helpt de subsidietrekkers bij het opstellen van de nodige documenten voor de administratieve en budgettaire follow-up van de dossiers en zorgt voor het uitbrengen van het omstandige advies aan de Minister.

— "Landbouwwegen" : de gewone buurtwegen gelegen op het openbaar domein en die hoofdzakelijk stukken grond bestemd voor landbouw-, bos- of tuinbouwbedrijf ontsluiten alsmede aangelegde boerderijen. Ze worden voornamelijk gebruikt voor landbouwverkeer.

— "Verbetering van landbouwwegen" : de verbeteringswerkzaamheden worden uitgevoerd overeenkomstig het Typebestek 300 van het Waalse Gewest, tweede uitgave van 1994, alsook zijn latere wijzigingen. Die verbeteringen mogen echter niet uitgevoerd worden op buurtwegen waarvoor sinds minder dan vijftien jaar subsidies van het Gewest werden verleend of die deel uitmaken van een bij ministerieel besluit omschreven ruilverkavelingsblok of waarvan de aanvullende ruilverkavelingsakte niet ondertekend werd.

Die werkzaamheden bestaan uit één of verscheidene van de volgende handelingen :

- graafwerken, met inbegrip van de inrichting van de cunetbodem met eventueel het aanbrengen van een geotextiel of de grondstabilisatie met cement en/of kalk;
- het schoonmaken en herprofileren van de bestaande weg;
- de herbehandeling van de bestaande fundering;
- de levering en het gebruik van steenslagfundering met een maximumbreedte van 4,60 meter en een maximumdikte van 0,5 meter;
- het aanbrengen van een verhardingslaag;
- het vervangen van beschadigde betontegels;
- de inrichtingswerken van een oppervlaktewaterafvoer- en ontwateringssysteem;
- de verbindingen met andere openbare wegen en een toegang tot de percelen;
- de aanleg van onverharde bermen, verbredingen voor het tegenkommen van voertuigen, opstelruimten en opritten die noodzakelijk zijn voor het ophalen van landbouw-, tuinbouw- en bosbouwprodukten;
- werkzaamheden inzake taludbeplantingen, bermen en overhoeken met inachtneming van de plaatselijke rechten en gewoonten op het gebied van de achteruitbouw;
- de noodzakelijke proeven voor de uitvoering van de werkzaamheden;
- de aankoop van onbebouwde onroerende goederen die voor de goede uitvoering van de bovengenoemde werkzaamheden noodzakelijk zijn.

**Art. 2.** Met het oog op het verkrijgen van subsidies worden volgende documenten bij de ingediende projecten gevoegd :

- het voor eensluidend verklaarde afschrift van de beslissing waarbij de subsidietrekker het project goedkeurt, de wijze van gunning van de opdracht kiest, de voorwaarden vaststelt en de subsidies aanvraagt;
- het bestek van de werkzaamheden, de beschrijvende en samenvattende opmetingsstaten, het inschrijvingsmodel en de uitvoeringsplannen;
- de kostenraming van de werkzaamheden met, zo nodig, de kosten van de voorafgaande proeven;
- een toelichtende nota over de wijze waarop de eenheidsprijzen worden vastgesteld;
- het attest van de subsidietrekker dat bevestigt dat sinds minder dan vijftien jaar geen subsidiëring werd toegekend voor de aanleg van de bovenvermelde wegen;
- het attest van de subsidietrekker dat vaststelt dat hij over de noodzakelijke stukken grond beschikt voor de uitvoering van de werkzaamheden;
- in geval van aankoop van onbebouwde onroerende goederen, een grondinnemingsdossier met een door het Aankoopcomité van onroerende goederen opgemaakte schatting van hun waarde;

**Art. 3.** Het project betreffende de verbetering van landbouwwegen wordt door de subsidietrekker opgemaakt en toegestuurd aan de begeleidingsdienst die het aan de goedkeuring van de Minister onderwerpt.

**Art. 4.** De betekenis van de subsidietrekker van de goedkeuring van het project en van de subsidiepercentages door de Minister geldt als principiële belofte dat die toegekend zal worden.

**Art. 5.** Binnen drie maanden vanaf de in artikel 4 bedoelde betekenis van de principiële belofte zorgt de subsidietrekker voor de opening van de inschrijvingen. Daarna stuurt hij het volledige dossier betreffende de gunning van de opdracht aan de Minister toe via de begeleidingsdienst. De principiële belofte vervalt bij het verstrijken van die termijn.

**Art. 6.** De Minister neemt een besluit tot toekenning van de subsidies en zorgt voor de budgettaire vastlegging van de kosten. Het bedrag van de subsidie wordt aan de subsidietrekker betekend op basis van de goedgekeurde inschrijving. Voor de berekening van de subsidie komt het bedrag van de kosten van de subsidiabele werkzaamheden (B.T.W. inbegrepen) in aanmerking. Die kosten worden vastgesteld door de aanbesteding en worden voorafgaand met 5 % wegens studiekosten, voorafgaande geotechnische proevenkosten en controlekosten van de materialen. In geval van aankoop van onbebouwde onroerende goederen worden die kosten verhoogd met het bedrag van de schatting die door het Aankoopcomité van onroerende goederen of door de Ontvanger van de Registratie wordt opgemaakt. De andere algemene kosten vermeld door de subsidietrekker worden niet gesubsidieerd.

**Art. 7.** Binnen de perken van de budgettaire kredieten bedraagt het in artikel 2, 2° van het besluit van de Regent bedoelde percentage van de subsidie 60 % van het in artikel 6 vastgestelde bedrag.

In geval van plantwerkzaamheden kan de Minister een verhoging van de tegemoetkoming toekennen voor het geheel van de werkzaamheden die in aanmerking komen. De maximumverhoging van het percentage van de subsidie met 20 % wordt alleen toegekend op voorwaarde dat beplantingen langs de weg staan aan weerszijden en op de gehele lengte daarvan.

Die beplantingen bestaan uit soorten die opgenomen zijn in het door het Waalse Gewest uitgegeven "Fichier écologique des essences" (Milieubestand van boomsoorten) of in de in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 1995 vermelde tabel. Ze worden ingericht hetzij als al dan niet te snoeien lijnvormige hagen met een op het soort afgestemde dichtheid, hetzij als hoge lijnvormige stengels met een maximumwijdte van 10 meter.

**Art. 8.** In elk geval mag de gewestelijke subsidie niet hoger zijn dan 80 % van de globale kosten van de werkzaamheden. Andere tegemoetkomingen dan die van de subsidietrekker worden afgetrokken van het globale bedrag van de te subsidiëren kosten.

**Art. 9.** Het volledige dossier betreffende de gunning van de opdracht bestaat uit de voor eensluidend verklaarde afschriften van de volgende documenten :

- de beslissing waarbij de subsidietrekker de datum van de opening van de inschrijvingen en, zo nodig, de lijst van de te raadplegen ondernemingen vaststelt;
- het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen;
- het verslag over de aanbesteding;
- de inschrijving ingediend door de aannemer die aangewezen is door de subsidietrekker;
- de vergelijkende tabel van de eenheidsprijs van de ingediende inschrijvingen;
- de beslissing waarbij de subsidietrekker de aanwijzing van de aannemer met redenen omkleedt.

**Art. 10.** De Minister kan de aanwending van de toegekende subsidies laten controleren.

**Art. 11. § 1.** Het definitieve bedrag van de subsidie wordt berekend op basis van het werkelijke bedrag van de gesubsidieerde werkzaamheden dat in de eindafrekening wordt vermeld, met inbegrip van de in artikel 6 bepaalde kosten die beperkt zijn tot 5 % van het globale bedrag van de werkzaamheden. Als het bedrag van de eindafrekening van de gesubsidieerde werkzaamheden kleiner is dan hetgeen dat aanvankelijk in aanmerking werd genomen voor de berekening van de subsidie, wordt het bedrag van deze subsidie herzien op grond van de werkelijke kosten van deze werkzaamheden.

**§ 2.** De Minister kan aanvullende subsidies toecken voor werkzaamheden verricht om ondernemingen uit te breiden die niet konden worden voorzien bij het uitwerken van het oorspronkelijke project en die nu noodzakelijk blijken voor de goede uitvoering daarvan. In dit geval mag de aanvullende subsidie niet hoger zijn dan 10 % van de oorspronkelijke subsidie.

**Art. 12.** In geval van aankoop van onbebouwde onroerende goederen wordt het definitieve bedrag van de subsidie vastgesteld op basis van de aankoopakte van het goed waarvan een voor eensluidend verklaard afschrift wordt toegestuurd aan de begeleidingsdienst.

**Art. 13. § 1.** Naar evenredigheid van de werkelijk uitgevoerde werkzaamheden kan de Minister voorschotten op de toegekende subsidies uitbetalen.

**§ 2.** De subsidie wordt uitbetaald tegen overlegging van een aangifte van een schuldbordering van de subsidietrekker gestaafd met één stand van de werkzaamheden.

**Art. 14.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutie van 13 juli 1989 betreffende de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van verbeteringswerken aan landbouwwegen wordt opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 16.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[S - C - 97/21126]

**7 AVRIL 1997.** — Arrêté ministériel fixant la composition de la commission de langue française chargée de procéder aux examens linguistiques dans l'enseignement de régime allemand

Le Ministre de la Politique scientifique,

Vu la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques, modifié par l'arrêté royal du 26 avril 1982;

Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 1992 portant organisation des examens linguistiques de langue française dans l'enseignement de régime allemand, notamment l'article 7;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La commission de langue française chargée de délivrer les certificats de connaissance approfondie de la langue française, enseignée comme seconde langue dans les établissements d'enseignement primaire de régime allemand, est composée comme suit :

1. Président :

— M. Marc Dewart, vice-président au tribunal de première instance d'Eupen.

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[S - C - 97/21126]

**7 APRIL 1997.** — Ministerieel besluit houdende samenstelling van de Franstalige examencommissie belast met het afnemen van de taalexamens in het onderwijs van het Duitse taalstelsel

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Gelet op de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 1982;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 juni 1992 betreffende de organisatie van taalexamens Frans in het onderwijs van het Duitse taalstelsel, inzonderheid op artikel 7;

Besluit :

**Artikel 1.** De Franstalige commissie belast met het uitreiken van de getuigschriften over de grondige kennis van de Franse taal, als tweede taal onderwezen in de lagere scholen van het Duitse taalstelsel, is samengesteld als volgt :

1. Voorzitter :

— De heer Marc Dewart, vice-voorzitter van de rechtkamer van eerste aanleg te Eupen.